

La Vice Secrétaire générale de l'ONU, Asha-Rose Migiro, a souligné jeudi que les efforts pour restaurer la paix et la stabilité dans la région des Grands Lacs en Afrique ne porteront leurs fruits que si le fléau de la violence sexuelle est complètement éradiqué et si les systèmes judiciaires sont renforcés pour mettre fin à l'impunité.

« La violence sexuelle n'ont seulement provoque des ravages dans la vie des femmes et des jeunes filles, mais elle cause des dommages durables au tissu social et aux économies de la région des Grands Lacs », a dit Mme Migiro au quatrième Sommet ordinaire de la Conférence internationale de la région des Grands Lacs, qui se déroule dans la capitale ougandaise, Kampala.

« Nous le constatons dans les mauvaises récoltes, la perte de productivité, les familles désunies, l'insécurité prolongée et la participation politique réduite », a-t-elle ajouté, insistant sur la nécessité d'un accès à la santé et aux services judiciaires et psychosociaux pour les survivantes de violences sexuelles fondées sur le genre. Les survivantes doivent aussi être assistées pour reconstruire leurs vies, a-t-elle dit.

Mme Migiro a exhorté les chefs d'Etat et de gouvernement participant au sommet à garantir que le Protocole sur la prévention et la suppression de la violence sexuelle contre les femmes et les enfants et le Protocole sur la coopération judiciaire soient inscrits dans les lois nationales.

De son côté, la Représentante spéciale du Secrétaire général sur la violence sexuelle dans les conflits, Margot Wallström, a appelé les dirigeants de la région à garantir que tous les ministères, qu'il s'agisse de la justice, de la défense, de la sécurité, de l'éducation et de l'intérieur, et pas seulement les ministères en charge du genre et de la santé, soient impliqués dans le combat contre la violence sexuelle et la violence fondée sur le genre.

« Nous avons vu que le viol peut être une sentence à vie pour les survivantes », a dit Mme Wallström. « Elles sont sanctionnées socialement et économiquement. Leur liberté de mouvement, leur santé et leur dignité humaine sont niées. »

« En punissant les auteurs, nous pouvons retirer le poids des reproches et de la honte qui pèse sur les victimes innocentes », a ajouté Mme Wallström.

Elle a indiqué que l'ONU était prête à déployer une équipe nouvellement constituée d'experts sur l'état de droit pour assister les gouvernements affectés par les conflits à renforcer les garanties institutionnelles contre l'impunité.

Source: [ONU](#)